



**ARRETE MUNICIPAL n° 24\_019\_ARR\_RH\_DELEG\_MARCELO  
COMMUNE LE BOULOU**

**ARRETE PORTANT DELEGATION DE FONCTION ET DE SIGNATURE  
Monsieur Claude MARCELO**

Le Maire de la ville de Le Boulou,

**Vu** l'article L 2122-18 du code général des collectivités territoriales, qui confère au Maire, sous sa surveillance et sa responsabilité le pouvoir de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : l'arrêté n°23\_134\_ARR\_RH\_DELEG\_MARCELO du 1er octobre 2023 est abrogé

**ARTICLE 2** : Monsieur Claude MARCELO, conseiller municipal, reçoit délégation de fonction sous ma surveillance et ma responsabilité pour toutes affaires concernant :

- Le suivi des autorisations du droit du sol, les travaux, la voirie et le suivi des autorisations du droit du sol

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François COMES, Maire, Monsieur Claude MARCELO, conseiller municipal, reçoit en second rang délégation de fonction sous ma surveillance et ma responsabilité pour toutes affaires concernant le suivi des autorisations du droit du sol

**ARTICLE 4** : Monsieur Claude MARCELO reçoit délégation de signature des documents relatifs aux fonctions déléguées aux articles 2 et 3 et, dans le domaine financier, dans le respect des crédits budgétaires et du guide interne de la commande publique, sous réserve d'engagement comptable, de signer les engagements juridiques financiers relatifs aux fonctions déléguées.

Les actes signés devront porter les nom, prénom, qualité de son auteur et mention de la délégation : « Par délégation du Maire ».

Le délégataire rend compte au Maire sans délai de toutes les décisions signées au titre de ses délégations.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée :

- au Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- au Trésorier Municipal ;
- à l'intéressé

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de sa publication, ou de la date de rejet du recours gracieux (le silence de l'auteur de la décision durant un délai de deux mois valant rejet tacite de la demande). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>

Arrêté transmis au représentant de l'Etat dans le département (@ctes)

Arrêté publié le 23 janvier 2024

Fait au Boulou, le 22 janvier 2024

Le Maire,  
François COMES